(1)

(N^o 185.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1857.

Augmentation du personnel du tribunal de première instance de Namur.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La bonne administration de la justice touche aux intérêts les plus sacrés de la société. Pour l'assurer convenablement, il est indispensable que le personnel des tribunaux soit suffisant pour expédier régulièrement les affaires qui leur sont déférées.

Or, l'expérience a démontré que la loi du 15 juin 1849 ne satisfait pas, sous ce rapport, à des nécessités impérieuses. Dans plusieurs localités, l'administration régulière de la justice est entravée, et cet état de choses donne lieu à de graves inconvénients qu'il importe de faire disparaître.

Tout récemment, M. le Ministre de la Justice a déposé des projets de loi ayant pour objet l'augmentation du personnel de la cour de Liège et de celui du tribunal de première instance d'Anvers.

Le tribunal de Namur se trouve dans la même situation. Ci-devant composé de neuf juges, le personnel de ce corps fut fixé à sept membres par la loi du 30 avril 1842, et ce nombre était absolument indispensable.

Lorsque, en 1849, le Gouvernement proposa de le réduire à six juges, je signalai d'avance les inconvénients sérieux que devait produire cette mesure.

La Chambre n'ayant pas partagé mon opinion, je crus ne pouvoir voter un projet dont je ne me dissimulais pas les conséquences fâcheuses. Mes prévisions se sont réalisées. Le tribunal de Namur, placé au chef-lieu de la province où se tiennent les assises, est composé de deux chambres.

Or, le juge d'instruction ne pouvant siéger, puisqu'il lui reste à peine le temps d'expédier les affaires de son ressort, il s'ensuit que l'une des chambres cesse d'être complète, et qu'en conséquence, la justice ne peut plus être administrée qu'avec l'adjonction des juges suppléants, avocats, etc. Cet ordre de choses est

contraire à l'esprit de nos institutions. Le service des juges suppléants doit être accidentel et momentané. Devenu permanent, il peut donner lieu à de graves abus, et d'ailleurs il n'offre pas les garanties sur lesquelles les justiciables ont droit de compter.

Du reste, le régime que nous proposons d'établir est celui qui a été introduit en connaissance de cause par la loi du 30 avril 1842. Il convient d'y revenir, puisque l'état de choses créé par la loi de 1849, et dû à des circonstances exceptionnelles, n'est pas compatible avec le bien-être du service.

Tels sont les motifs qui m'ont porté à déposer la proposition que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations. Je suis convaincu que le Gouvernement n'hésitera pas à lui donner son assentiment, parce qu'il s'agit de sauvegarder des intérêts dont on ne peut méconnaître l'importance.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Le personnel du tribunal de première instance de Namur, tel qu'il a été fixé, en dernier lieu, par la loi du 18 juin 1849, est augmenté d'un juge.

Bruxelles, le 5 mai 1857.

(Signé) X. LELIÈVRE.